

Amandine Lambert

De: Yohann SEVIN <sevin.bui.paries@free.fr> de la part de Yohann SEVIN
Envoyé: vendredi 6 septembre 2024 11:57
À: Amandine Lambert
Objet: Fwd: Dépôt de modificatif en ligne n° 219819



Yohann SEVIN

SCP BUI - PARIES

Géomètres-Experts Associés

Résidence Martinon Bât B - rue de l'Abbé Mounier - 33170
GRADIGNAN

ZA Auguste 5 - 7 impasse Lou Haou - 33610 CESTAS

Tél : 05 56 89 09 54

Fax : 05 56 89 67 01

sevin.bui.paries@free.fr

----- Message transféré -----

Sujet : Dépôt de modificatif en ligne n° 219819

Date : Mon, 02 Sep 2024 09:17:02 +0200

De : Service Urbanisme - Foncier - Habitat <urbanisme_sve@bordeaux-metropole.fr>

Pour : sevin.bui.paries@free.fr <sevin.bui.paries@free.fr>

Ville de AMBARES-ET-LAGRAVE

18, place de la Victoire hôtel de ville 33440 Ambarès-et-Lagrange

33440 AMBARES-ET-LAGRAVE

Courriel service urbanisme

Madame, Monsieur,

Vous avez saisi par voie électronique au 'Service Urbanisme' de la Ville de AMBARES-ET-LAGRAVE une demande de **Permis d'aménager**, enregistrée le **02/09/2024** sous le numéro **PA 033 003 23 Z0002 M02**.

Le présent récépissé, **que nous vous invitons à conserver**, atteste de la réception de votre demande. Il ne préjuge pas de la complétude ou de la recevabilité de votre dossier.

Le délai d'instruction de votre dossier est de **3 mois**.

Si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis modificatif tacite.

Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous contacter :

- Soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...).
- Soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier.
- Soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai initial ne pourra plus être modifié. Si aucune réponse de l'administration ne vous est parvenue à l'issue de ce délai, vous pourrez commencer les travaux [1] après avoir :

- adressé au maire par voie papier, (en trois exemplaires) ou par voie électronique, une déclaration d'ouverture de chantier ;
- affiché sur le terrain ce récépissé pour attester la date de dépôt ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr> ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers devant le tribunal administratif. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

Cordialement,

Le service urbanisme,

Commune de AMBARES-ET-LAGRAVE

18, place de la Victoire hôtel de ville 33440 Ambarès-et-Lagrange

05.56.77.34.77

mairie@ville-ambaresetlagrave.fr

[1] Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas notamment des travaux situés dans un site classé. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

Délais et recours :

Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.